

Fragments de mémoire historique de la lutte libertaire contre la dictature franquiste : juin-août 1962 ¹

Barcelone, juin 2024, Tomás Ibáñez

Préludes

Le récent décès d'*Alain Pecunia* (6 mai 2024) m'a incité à explorer une série de documents liés au Conseil de guerre tenu à Barcelone en septembre 1962 contre trois jeunes libertaires impliqués dans les actions organisées par la *Défense intérieure* (DI). Je me suis concentré, d'une part, sur les procédures policières relatives à l'arrestation de ces compagnons, et, d'autre part, sur les déclarations de *Jordi Conill Vall* devant la police.

Bien que le cadre organique qui a présidé au début des activités promues par *Défense Intérieure* soit bien connu, il n'est pas inutile de rappeler brièvement que la CNT, scindée en deux courants depuis 1945, s'est réunifiée lors du Congrès tenu à Limoges en août 1961. Parmi les accords de ce congrès figurait la création d'un organisme conspiratif appelé *Défense Intérieure* (DI), dépendant de la *Commission de Défense*, mais doté d'une large autonomie pour organiser une série d'actions susceptibles d'avoir un fort retentissement médiatique, ainsi que pour mener un attentat contre le Dictateur.

Les actions impulsées par le DI sur *le sol espagnol* ont commencé en *juin 1962* avec la pose de trois engins explosifs à Madrid (5, 7 et 12 juin). Ils ont été suivis de trois autres dans la nuit du 29 au 30 juin à Barcelone, un autre le 15 juillet à Valence, et un autre le 20 juillet, de nouveau à Barcelone, tandis qu'un engin explosif a explosé le 12 août dans le Valle de los Caídos. Enfin, le 19 août, un puissant explosif a été détoné près de la résidence d'été de Franco à Ayete, tandis que deux engins explosifs ont été activés le même jour à Madrid et un autre à Barcelone.

En l'espace de *trois mois*, pas moins de *treize engins explosifs* ont explosé, concentrés principalement à Madrid, Barcelone et Valence, concluant le mois d'août par un total de *17 arrestations*, 3 à Barcelone, 3 à Saragosse et 11 à Madrid, plus deux camarades envoyés de France, laissant ainsi démantelés les principaux noyaux liés à la FIJL.

Bien que cette analyse se limite aux premiers pas du DI, c'est-à-dire aux mois de *juin, juillet et août 1962*, il convient également de noter qu'après avoir fait exploser trois nouveaux engins explosifs au cours de la *première semaine de décembre*, ce n'est qu'à partir du *3 mars 1963* que la phase de harcèlement direct a repris, en plaçant des explosifs dans trois avions au sol dans les aéroports de Barcelone, La Palma et Madrid, et en activant le *5 avril* un engin explosif sur le bateau Ciudad de Ibiza. Le *8 avril*, des engins explosifs ont explosé dans un bureau d'Iberia à Valence et un autre à Alicante. Trois des auteurs de ces actions, y compris *Alain Pecunia*, ont été arrêtés, le quatrième participant, *Silvio Matteucci*, parvenant à retourner en France, comme il le raconte lui-même. ²

¹ Complément à : Gurucharri, Salvador ; Ibáñez, Tomás. *Insurgencia Libertaria*. Virus. Barcelone. 2010. Les informations contenues dans ce supplément sur tout ce qui concerne le groupe de Barcelone se trouvent dans les archives du troisième tribunal militaire territorial de Barcelone et peuvent être vérifiées en consultant ces archives.

² Silvio Matteucci, « Un jeune au service de la cause antifranquiste ». En: Floréal Cuadrado, *Comme un chat*. Editions du Sandre. Paris. 2015.

Quatre mois plus tard, en interférant avec la préparation d'un attentat raté contre la vie du dictateur, (comme tous ceux qui ont été préparés, contre Franco !), des engins explosifs ont explosé le 29 juillet 1963 à Madrid dans la Direction Générale de la Sécurité et dans la délégation nationale de la Centrale Nationale Syndicaliste. Après l'arrestation trois jours plus tard de *Granados et Delgado*, faussement accusés d'avoir posé ces engins explosifs, et après leur assassinat immédiat le 17 août, le DI n'a plus organisé aucune nouvelle action à « l'intérieur » avant d'être dissous lors du Congrès de la CNT à Montpellier en 1965, et il convient seulement de mentionner avant cette date la préparation naissante en 1964 d'un nouvel attentat contre Franco qui a entraîné l'arrestation de *Stuart Christie et de Fernando Carballo* à Madrid.

Tout ce qui s'est passé après 1965 n'était plus couvert par le *défunt DI*, qui avait déjà subi en octobre 1963, 18 mois après sa création, les départs de *Germinal Esgleas* et de *Vicente Llansola*, respectivement secrétaire général et secrétaire de coordination du SI (Secrétariat intercontinental) de la CNT.

Après cette brève contextualisation, nous pouvons maintenant examiner une séquence particulière de la lutte libertaire contre la dictature, afin de mieux comprendre les conditions de cette lutte et ses difficultés.

La demande de condamnation à mort de Jordi Conill Vall.

Le 21 septembre 1962, les membres du tribunal du Conseil de guerre contre les jeunes libertaires *Jordi Conill Vall*, *Marcelino Jiménez Cubas* et *Antonio Múr Peyrón* ont ignoré la demande du procureur qui demandait la *peine de mort* pour Conill, et ont prononcé des peines allant de 30 ans pour le premier, 25 ans pour le deuxième et 18 ans pour *Múr*. Le capitaine de la quatrième région militaire, en désaccord avec le refus d'infliger la peine de mort, a refusé de signer le jugement, et le procès a dû être repris le 5 octobre. Le procureur a maintenu sa demande de *peine de mort*, tandis que le tribunal a confirmé le précédent jugement.

Pendant l'intervalle entre les deux procès, des membres du *Gruppo Giovanile Libertario de Milan*, parmi lesquels se trouvaient *Amedeo Bertolo* et *Luigi Gerli*, aidés par des camarades d'autres tendances révolutionnaires, qui s'étaient rencontrés avec Conill à Barcelone peu de temps auparavant, ont pris *motu proprio*, en dehors du DI, l'initiative d'enlever le 28 septembre le vice-consul d'Espagne à Milan, *M. Isu Elías*, pour exiger que la demande de peine de mort soit révoquée. L'écho médiatique de cette action a amené le cardinal de Milan, Monseigneur Montini, futur Pape *Paul VI*, à intervenir auprès de Franco par une *lettre du 8 octobre* implorant la clémence.

Cette demande de peine de mort pour une personne qui n'avait fait de mal à personne était un bon indicateur que la dictature franquiste était toujours prête à exercer la répression la plus brutale et impitoyable contre ses opposants, ce qui se confirmerait dramatiquement quelques mois plus tard avec l'exécution par garrot vil de *Francisco Granados et Joaquín Delgado*.

Entre le moment de l'arrestation de Conill le *dimanche 2 septembre 1962*, et le début, en *janvier 1962*, de son militantisme libertaire lié au DI, seulement *8 mois* s'étaient écoulés. Connaître avec précision ce qui s'était passé pendant ce temps permet de mieux comprendre les circonstances qui ont entouré la lutte libertaire anti-franquiste après la création de *Defensa Interior*, ainsi que les conséquences que ces circonstances ont eues sur les développements ultérieurs de cette lutte pendant les années 60.

À partir de son approbation par les trois branches du Mouvement Libertaire lors de leurs respectifs congrès de *septembre 1961*, les préparatifs pour la mise en place du DI ont commencé immédiatement et bien que la première réunion du DI n'ait eu lieu qu'*au début du mois de mars 1962*, une intense activité de réunions, d'échanges et de préparatifs s'est déroulée pendant cette période. Particulièrement impliqués dans cette activité préparatoire étaient *Octavio Alberola*, nommé représentant de la FIJL au DI, et *Jacinto Guerrero Lucas*, surnommé « *Hidalgo* ». Ce dernier était un jeune libertaire madrilène qui était parti en France en *septembre 1961* en compagnie de *Fermín Pérez Mírez* et *Ángel Ramos García*, appartenant également au groupe de jeunes libertaires de Madrid, pour participer au Plénum de la FIJL à la *fin de septembre 1961*, mais qui n'avait pas pu retourner en Espagne en raison de la chute du Comité national de la CNT le *19 octobre 1961*, avec lequel il était en contact.

C'est dans ce contexte d'intenses préparatifs pour mettre en place le DI que Conill, étudiant en quatrième année de chimie à l'époque, manifestant des préoccupations sociales, mais étranger aux luttes antifranquistes de caractère libertaire selon ses déclarations en garde à vue (bien que cela contredise certaines sources qui lient Conill aux jeunes libertaires depuis *1958*), s'est rendu à Paris au *début de septembre 1961*, y restant environ trois mois jusqu'au *24 décembre* de la même année, date à laquelle il est retourné à Barcelone.

Le séjour de Conill à Paris

Une des cousines de Conill qui l'a accueilli dans la capitale française partageait la sensibilité libertaire et c'est pourquoi elle l'a emmené au siège de la Fédération anarchiste française pour qu'il découvre sa librairie et puisse assister à une réunion du groupe *Louise Michel*. C'est dans ce groupe qu'il a rencontré l'étudiant en psychologie *Michel Señor*, lié au militantisme libertaire anti-franquiste. Peu de temps après, en novembre, il s'est rendu au local parisien de la CNT en exil, *rue Sainte Marthe*, où il a rencontré *Agustín Sánchez*, qui était alors secrétaire de la Fédération locale de la FIJL, et l'un des jeunes militants les plus actifs, aux côtés d'*Alberola* et *Guerrero*, dans les préparatifs pour lancer le DI.

C'est précisément *Agustín Sánchez* et *Michel Señor* qui l'ont mis en contact avec les trois jeunes libertaires madrilènes qui se trouvaient en France à ce moment-là, *Guerrero*, *Fermín* et *Ángel*. Lors de réunions ultérieures avec *Hidalgo*, ce dernier l'a convaincu de créer un groupe libertaire à Barcelone.

Selon les déclarations de Conill à la police, *Hidalgo* lui a expliqué que : « *La tâche préalable consistait à réveiller l'exil de son léthargie, à agiter la presse internationale, à créer des groupes de propagande à l'intérieur, et, en temps voulu, à agiter l'ambiance avec une série d'attentats à l'explosif qui troubleraient l'opinion publique, feraient diminuer le*

tourisme et obligerait les diverses institutions politiques du pays à prendre des positions claires ».

Conill a accepté la proposition d'*Hidalgo* qui lui a fourni une adresse de contact et des mots de passe pour communiquer, tandis que Conill lui a envoyé quelques adresses à Barcelone où il pouvait recevoir du courrier et des appels téléphoniques, dont celle de son ami *Manuel Gisbert*. Il est probable que Conill n'ait pas été en contact avec *Alberola* car ce dernier est parti le 2 novembre 1961 pour Madrid, où il a fait escale en direction du Mexique, afin d'organiser là-bas son transfert définitif en France.

Il est possible que *Hidalgo* ait été un infiltré de la police, comme le soutiennent certains, et que cela explique certaines chutes ultérieures, cependant, le fait qu'il était l'un des rares à connaître le voyage d'*Alberola* à Madrid et ne l'ait pas dénoncé n'exclut pas totalement, mais atténue cette possibilité. Pour ma part, je suis d'accord avec *Salvador Gurucharri* pour dire que *Guerrero* n'était pas à ce moment-là un collaborateur de la police, ce qui s'est produit après la fin du franquisme avec le gouvernement socialiste pendant la transition.

Il n'est pas non plus possible d'attribuer l'arrestation de *Conill* aux différents contacts qu'il a établis lors de son séjour à Paris, mais il est évident que la police franquiste, tout comme la police française, avait pour mission de surveiller l'environnement libertaire en exil.

La période précédant les actions « explosives » de Barcelone

Conill a déclaré qu'après son retour à Barcelone le 24 décembre, il a consacré les mois de janvier et février 1962 à la formation d'un groupe de jeunes libertaires, comme le lui avait suggéré *Hidalgo*. Il recrute à cette fin son ami *Manuel Gisbert*, dont il avait déjà donné l'adresse à *Hidalgo* à Paris, ainsi que *Marcelino Jiménez Cubas* et *Antonio Mur Peirón*. Ce dernier le contacte au retour d'une visite qu'il a rendue à son frère *Luis Mur*, libertaire résidant à Toulouse, et lui remet, à la demande d'*Hidalgo*, un tube de crème à raser contenant une lettre d'instructions à son intention.

Fin janvier, un premier contact, appelé *Manolo* et résidant à *Avignon*, lui remet 500 exemplaires de *Juventud Libre*. Quelques semaines plus tard, une jeune femme du nom de *Jeanine Lalet* lui remet un colis contenant 1000 exemplaires de *Juventud Libre*, plus 500 manifestes libertaires et 500 déclarations de la FIJL. Peu après, cette jeune femme, dont l'adresse à *Perpignan, rue Fustel de Coulanges*, a été enregistrée dans les fichiers de police relatifs à l'interrogatoire de Conill, lui a remis un second colis avec le même contenu à conserver pour qu'il le récupère. Dans les mois qui suivirent, Jeanine effectua plusieurs voyages de propagande et d'aide au passage de la frontière à Puigcerdà.

Fin mars ou début avril, Monique, une jeune femme liée au journal anarchiste *Le Monde libertaire*, lui apporte un message d'*Hidalgo* et lui donne 1200 pesetas pour ses frais. C'est à cette époque que Conill rencontre *Milagros Castells*, avec laquelle il établit une étroite collaboration, et qu'il prend contact avec deux autres jeunes femmes liées, comme Milagros, au FLP, *Esperanza Dols* et *Rosario Fuentes*, qui seront arrêtées quelques semaines plus tard dans le cadre d'une opération contre le FLP. *Milagros* se rend à Paris et Conill lui demande

de rencontrer *Agustín Sánchez* à la librairie anarchiste et de lui apporter des livres à son retour.

Vers le 25 avril, *Fermín Pérez Mirez* vient à Barcelone pour proposer diverses actions, toutes plus farfelues les unes que les autres, comme le détournement d'un avion en vol et son atterrissage en Suisse. *Fermín* se rend ensuite à Madrid (d'autres documents montrent qu'il a fait la même proposition au groupe de jeunes libertaires de la capitale ³), et devant l'échec de ses démarches, il retourne à Barcelone pour rentrer en France par le train via Puigcerdà. Alors qu'il était déjà parti, un certain *Jacques* est arrivé à sa recherche, qui est également rentré en France, apparemment en moto. Selon Conill, c'est la première fois qu'il voit l'homme qui jouera un rôle important à Barcelone à la fin du mois de juin.

En mai, à l'occasion des grèves des mineurs asturiens, les quatre membres du groupe de Barcelone, *Conill, Mur, Jiménez et Gisbert*, réalisent des peintures murales en solidarité avec les grévistes, car ils ne disposent d'aucune propagande imprimée. Pour ne rien arranger, ils reçoivent le 25 mai une valise pleine de tracts relatifs au *1er mai*. Ils n'ont d'autre choix que de les brûler et décident qu'*Antonio Mur* ira à Toulouse se plaindre du manque de moyens.

Fin mai, *Mur* a effectivement rencontré à Toulouse *Hidalgo* et *Octavio Alberola*, que Conill a décrit comme « *le chef visible de l'Organisation* » et que la police a décrit dans son rapport d'interrogatoire comme « ... *un individu ayant vécu longtemps au Mexique, ingénieur industriel et journaliste, profession qu'il avait exercée en Espagne* ».

Hidalgo et *Alberola* ont écouté ses plaintes et, ajoute la procédure, *lui ont annoncé que des mesures énergiques seraient bientôt prises. Ils lui ont également remis 7000 Pts. et l'ont chargé de louer un local. En juin, Marcelino loue un local à son nom dans la rue Jaime I, N.º "8"*.

A cette époque, la forte répression contre le FLP pour son soutien aux grèves des mineurs conduit *Milagros Castells* à décider de se réfugier en France, mais avant de partir, elle signale à *Jordi Conill* que son frère, *Manuel Castells Olivan*,⁴ très important au sein du FLP, se cache et espère pouvoir se rendre en France, et lui demande de voir si ses contacts au sein de la jeunesse libertaire peuvent l'aider. Conill présente le cas à *Jeanine Lalet*, qui répond positivement.

Selon les procès-verbaux de l'interrogatoire de Conill, *Manuel* se cachait dans un village près de *Gérone*, d'où il a été emmené en moto par son coreligionnaire *José Sabaté* à *Vic*, où l'attendaient *Milagros* et *Conill*, qui : *l'ont conduit à une sorte d'auberge dans une ferme située à environ 12 km de Vic, connue sous le nom de "Can Buxons", où Castells a séjourné jusqu'à ce que le passage vers la France ait pu être arrangé. Sabaté l'a ensuite emmené à Puigcerdà où l'attendait Conill. Ensuite, Jeanine est venue avec d'autres personnes et a donné à Castell le « laisser passer » pour franchir la frontière.*

³ Vidéo de la réunion tenue à Madrid le 17 octobre 2009 dans les locaux de la CNT, à la demande d'Antonio Martin et en présence de Jacinto Guerrero et des détenus de 1962 dans la capitale.

⁴ Futur Ministre du gouvernement espagnol avec Pedro Sánchez.

Dans la nuit du 29 au 30 juin 1962, les explosifs se trouvent à Barcelone

Les archives de la police montrent que peu de temps après avoir loué les locaux de la rue Jaime I : « *Jacques est arrivé accompagné de deux garçons très jeunes. Le plus jeune, âgé d'environ 17 ans, s'appelait Alain, ou quelque chose de similaire, Conill n'a jamais entendu le nom du troisième, mais il a fait part à Jacques de son mécontentement de travailler avec de tels jeunes* (en fait, il s'agissait d'*Alain Pecunia*, qui à l'époque n'avait pas encore atteint l'âge de 17 ans, il avait 16 ans. Il avait 17 ans lorsque, au mois d'avril suivant, il a été chargé d'une nouvelle action qui a conduit à son arrestation).

Jacques est logé dans une pension de la Calle del Carmen et les deux autres dans un hôtel de la Plaza Real. Jaques et ses compagnons sont venus avec la mission de préparer quatre engins explosifs pour les placer dans autant d'endroits de Barcelone avec la collaboration de Conill mais aussi de Jiménez et d'Antonio Mur. Pour ce faire, il avait apporté des détonateurs, deux paquets de plastique dans des boîtes qui semblaient être des boîtes de biscuits, quatre piles électriques et deux réveils.

Les horloges manquantes ont été achetées dans une franchise Sepu. Jacques prépare les bombes. Les explosions devaient avoir lieu dans la nuit de San Juan, mais elles furent finalement reportées au 30, ou plutôt aux premières heures du 30, dans la nuit du 29, afin d'éviter la présence de personnes dans les rues, car ils ne voulaient pas faire de victimes. Les cibles étaient l'Instituto Nacional de Previsión, le Banco Popular, la résidence de l'Opus et un bureau de la Phalange. Jacques et les autres Français sont chargés des deux premiers, tandis que Marcelino, Antonio et Conill sont chargés des deux autres. Les pétards (en fait, ils n'étaient pas très puissants) étaient préparés dans les locaux de la rue Jaime I, et les Français les apportaient à l'hôtel de la Plaza Real ».

L'engin destiné au Banco Popular ne peut être placé par Jacques et Conil le désamorce en jetant les morceaux dans les égouts.

Peu après ces explosions et le retour en France de Jacques et des deux jeunes gens qui l'accompagnaient, une autre équipe arrive à Barcelone, composée cette fois de jeunes Italiens en mission de propagande et d'organisation.

Chevauchement entre explosifs et multocopieurs

Vers le 10 juillet, les Milanais Luigi Gerli et Vittorio de Tasis quittent Toulouse à moto, chargés d'apporter un petit multocopieur au groupe de Barcelone et de visiter plusieurs villes, distribuant des tracts aux contacts qui leur ont été donnés à Toulouse.

Conil héberge les Italiens dans une pension de famille à l'entrée de la rue Arribau, à côté du cinéma central. Il s'agit de Luigi Gerli, surnommé Quico, et de Vittorio de Tasis. Ils ont apporté une multocopieuse pour imprimer des tracts à distribuer le 19 juillet. Ils ont imprimé environ 3 000 tracts, dont 500 sont restés à Barcelone, le reste ayant été emporté par les Italiens qui sont rentrés le 18 juillet.

Conill explique que le 19, Luigi Gerli est parti pour Perpignan où il s'est installé chez

Jeanine Lalet en attendant la visite d'Hidalgo. Quatre jours plus tard, le 23, il revient avec 5000 pesetas. Il est inquiet car Hidalgo l'a informé de la disparition d'un portefeuille contenant la liste des éléments travaillant à l'intérieur.

« Luigi et Vittorio partent deux jours plus tard en train, apparemment à destination de Bilbao, où ils doivent distribuer de la propagande. Luigi devait ensuite se rendre à Madrid et à Saragosse Le 3 ou le 4 août, il retourna à Barcelone, dévasté, disant que personne à Madrid ne s'était présenté à la réunion.

... Luigi l'informa qu'un de ses amis, également italien, qui opérait dans le sud et qu'il avait rencontré à Madrid, devait venir à Barcelone. L'Italien en question utilisait le nom de guerre d'Ittei et s'appelait Amedeo, il était grand, mince et venait avec une moto Guzzi. Deux jours plus tard, Ittei l'appelle et lui, Marcelino Jiménez et Conill le rencontrent. Il leur dit que la situation dans le sud n'est pas encourageante pour eux et qu'il s'est rendu à Malaga, Séville, Alicante et Almeria où il a vu des éléments de l'organisation.

Amedeo s'est logé dans les locaux de la rue Jaime I (c'est-à-dire dans les mêmes locaux où les dispositifs avaient été préparés en juin), a récupéré de l'argent sur l'American Express que sa mère lui avait envoyé car son argent et l'appareil photo avaient été volés à Malaga, et a laissé à Conill la deuxième photocopieuse multiple qui était cassée. »

Avant de partir, Amedeo (Ittai) lui demanda de lui envoyer un document sur la situation espagnole actuelle, qui servirait de sujet à une conférence, et l'homme affectueux lui laissa l'adresse d'un Damonti, via Washington 78, Milan, en expliquant qu'il était membre de la Fédération anarchiste italienne et qu'il pourrait éventuellement lui fournir de l'argent pour l'organisation.

En ce qui concerne les contacts organiques à l'intérieur du pays, Gerli mentionne Ronco comme un élément qu'il a rencontré à Saragosse. En revanche, Conill déclare n'avoir eu aucun contact avec lui.

La moto avec laquelle Luigi et Vittorio avaient voyagé tomba en panne et ils durent la laisser dans un garage de la rue de Paris, laissant à Marcelino la documentation correspondante.

Fin du voyage, août 1962

Immédiatement après le départ d'Amedeo, Conill écrit à Jeanine Lalet pour la supplier de passer la frontière.

Entre-temps, le 14 août, arrive à Barcelone une jeune fille venant de France et s'appelant Montserrat, avec laquelle il prend rendez-vous par téléphone pour le lendemain sur la Plaça de Catalunya devant la compagnie de téléphone. Avec Montserrat, qui parle mal l'espagnol, jeune, petite, rondelette, cheveux bruns et lunettes, il convient que le 19 août il la retrouvera à Puigcerdà où elle sera rejointe par Jeanine Lalet pour lui remettre un laissez-passer français pour passer la frontière comme s'il était un garde-frontière. Il reçoit également d'elle 10 000 francs pour rembourser les dettes des Italiens. Il reste quelques

minutes avec elle, puis part, sans savoir s'il va à l'intérieur du pays ou à l'étranger (en fait, il s'agit de Monserrat Turtós, dont la description déformée par Conill ne peut s'expliquer que par sa volonté de la protéger). Montserrat s'est ensuite rendue à Saragosse pour contacter Eliseo Bayo).

Dans l'après-midi, Conill informe Marcelino de son intention de se rendre en France pour rencontrer Hidalgo et recevoir des instructions. Le samedi 18, il se rendit avec Marcelino au local de la rue Jaime I et l'avertit de prévenir Manuel Gisbert le lundi qu'il avait dit à sa famille qu'il partait avec lui pour Saragosse.

Le 19 août, il part en train le matin pour Puigcerdà. Jeanine se présente à 14h30 et lui donne un laissez-passer. Ils traversent la frontière séparément et se retrouvent à Bourg-Madame : le mari de Jeanine, appelé Jorge Lalet (en fait, il s'agit de Jordi Gonzalvo, mais Conil, cédant à l'inertie de la culture dominante, pense que le nom de Jeanine est nécessairement celui de son mari), et un autre garçon appelé Marc, un Français qui parle catalan, Jeanine et Conill, qui partent tous pour Perpignan dans la voiture de Jorge Lalet.

Le séjour à Toulouse, de fin août au 2 septembre 1962

À son arrivée en France, il exprime le désir de s'entretenir immédiatement avec Hidalgo, mais celle-ci se trouve à Istres où se tient un rassemblement de la jeunesse libertaire. Le 23, il demande à Georges Lalet de l'emmener à Istres, ce qu'il fait, et le présente à Luis Sos et à sa famille, qui lui apprend qu'Hidalgo est partie la veille pour Toulouse. La famille Sos l'héberge sous leur tente, le rassemblement touche à sa fin et il y a peu de monde, essentiellement des Français.

Le samedi 25 au soir, les Sos l'emmènent à Toulouse, où ils habitent, et où il reste. Le lendemain matin, Hidalgo et Octavio Alberola sont venus discuter de la documentation perdue par le premier, qui l'a reconnue, mais a déclaré qu'il n'y avait pas de danger parce que la police française n'e transmettrait pas ces documents à la police espagnole. En fait, cette documentation, avec les contacts qu'elle contenait, a été volée le 12 juillet sur une plage déserte où Guerrero et Octavio formaient Franco Legio au dispositif qu'il devait placer le 15 juillet dans la mairie de Valence).

A cette époque se tenait à Toulouse le plénum intercontinental de la CNT. On lui dit qu'il lui appartient de veiller à l'abondance des moyens, car le plénum traitera des actions à mener en Espagne.

Ce même dimanche 26, un camarade de Saragosse se présente chez Sos, sous le nom de guerre de Carlos, journaliste (identifié en la personne d'Eliseo Bayo Poblador, également arrêté), et dit qu'il est à Toulouse depuis deux ou trois jours, mais qu'apparemment il n'a rencontré ni Hidalgo ni Alberola, qui sont entourés d'un grand secret.

Conill a déclaré qu'à l'heure du déjeuner, 18 personnes étaient réunies autour de la table et que celles qui ne se connaissaient pas ne savaient pas d'où elles venaient ni l'identité des autres. Parmi eux, Conill connaissait Octavio Alberola, Jacinto Guerrero, Fermín et Ángel. À cette époque, il fait la connaissance d'un certain Salvador, un grand et fort garçon

d'origine basque venu d'Angleterre (en fait, il s'agit de Salvador Gurucharri)... et de Boticario, secrétaire des relations de la CNT et des Jeunesse libertaires.

Le lendemain, Carlos, le journaliste de Saragosse et Conill font part à Hidalgo de la nécessité de définir leurs positions. Ils conviennent de rencontrer le lendemain Octavio Alberola et, une fois qu'ils se seront mis d'accord, de rencontrer Boticario pour qu'il appuie la demande d'aide financière. Le même jour, mercredi 29 août, il rencontre un autre jeune homme de Paris, Pasamar, qui, selon Alberola et Hidalgo, sera désormais chargé de recueillir les informations en provenance d'Espagne. La correspondance devait lui être envoyée à l'adresse suivante : M. L. Roy, 12 rue de Lancry, Paris 10ème.

Ils lui montrent également la photographie d'un individu qui se serait introduit chez Sos et au siège de la CNT, rue Belfort, en se faisant passer pour un médecin. Ils ajoutent qu'il s'appelle Manzano, qu'il est inspecteur de police, en service dans un train du nord de l'Espagne, et qu'il est originaire de Rentería. Ces informations ont été fournies par Solidaridad Vasca.

Le lendemain, 30 août, Alberola (Guerrero), Bayo (Carlos) et Conill, déjà cités, ont rencontré Boticario au domicile de Luis Sos.

Le vendredi 31 août, Salvador, Hidalgo, Fermín, Sos, Bayo, Alberola et l'écrivain quittent Toulouse pour Perpignan. A environ 3 km de Perpignan, ils sont descendus manger chez un certain Soler qui les a emmenés en moto chez Jeanine Lalet, Bayo est resté dans une autre maison et ne l'a pas revu depuis.

Conill est resté à Perpignan jusqu'au dimanche 2 du mois en cours, et accompagné des époux Lalet et Marc, ceux-là même qui l'avaient fait entrer en France, il a franchi la frontière vers 15 heures en utilisant un Laisser-Passer obtenu au commissariat de Bourg-Madame.

À 17 heures, il a pris le train directement pour Barcelone et a été arrêté à son arrivée à son domicile.

Le démantèlement des groupes à Barcelone et Saragosse

Dans le rapport du 7 septembre de l'inspecteur principal Antonio Juan Creix, il est indiqué que : « depuis le début de l'année... à Madrid, Valence, Barcelone et Saint-Sébastien, des engins ont explosé qui démontrent la volonté de changer le pouvoir établi par la violence, semant le malaise et l'inquiétude dans le pays. D'autre part, ces actes de vandalisme visaient à détourner le flux de touristes vers notre pays, source de revenus considérables...

Depuis le début des actes terroristes en Espagne, cette brigade régionale d'enquêtes sociales, suivant les directives émises par le supérieur, a intensifié au maximum les mesures préventives, informatives et répressives pour tenter d'identifier la ou les organisations à l'origine de cette campagne et d'arrêter les instigateurs et les auteurs de ces actes.....

L'enquête policière s'est orientée vers les activités du Front populaire de libération, dont la

plupart des dirigeants ont été arrêtés en mai de cette année. Des mesures ont été prises pour localiser ces éléments, convaincus que les jeunes de cette organisation subversive avaient quelque chose à voir avec les actes de terrorisme... Deux maisons ont fait l'objet d'une surveillance pendant environ un mois et demi, et l'on savait, grâce aux dispositifs d'information du commissariat général aux enquêtes sociales, qu'un élément extérieur pouvait s'y rendre pour entrer en contact avec ceux qui s'y trouvaient dans le but d'attaquer et de conspirer contre la sécurité de l'État. Ces maisons étaient situées rue de Tamarit, au numéro 158, et rue Sales y Ferrer, au numéro 36.

Les locataires de ces maisons ont été identifiés et l'enquête s'est concentrée sur un certain Sabaté, qui habitait la première maison mentionnée ci-dessus, et sur une jeune femme appelée Esperanza, qui habitait la seconde. Leur arrestation a été ordonnée et il s'est avéré qu'il s'agissait de José Sabaté Galve et d'Esperanza Dols Pérez. (en fait, rappelons que tous deux étaient apparentés à Conill).

Lors des perquisitions approfondies effectuées à leurs domiciles, une lettre a été trouvée chez Sabaté, parmi d'autres papiers et documents, qui contenait un paragraphe auquel on a accordé une grande importance et qui, transcrit, se lisait comme suit : "demandez à Jorge s'il sait quelque chose à propos de la valise. Carlos n'a pas encore dit qu'il l'avait reçue, vois si tu peux savoir ce qu'elle est devenue". Interrogé séparément, Sabaté Galve a déclaré que la missive trouvée chez lui provenait d'une certaine Milagros Castells, également connue pour être la cousine germaine de plusieurs personnes portant le même nom, dont certaines avaient été arrêtées et inculpées et d'autres avaient fui lors de la répression du mois de mai de cette année-là contre le FLP. Il a finalement été établi que les Jorge et Carlos figurant dans la lettre étaient Jorge Conil Val et Manuel Castells Oliván, qui utilisait comme pseudonyme le nom de Carlos.

... en ce qui concerne Jorge Conill, il n'a pas été possible de le capturer pour le moment car, selon ses proches, il se trouvait en dehors de Barcelone, croyant être à Saragosse en principe. On a découvert par la suite qu'il s'agissait d'une ruse pour dissimuler qu'en fait il était parti pour la France

Une surveillance a été organisée aux domiciles de Jorge et Milagros, conduisant à l'arrestation d'un dénommé Marcelino Jiménez Cubas qui s'était présenté au domicile de Jorge Conil pour informer ses parents de l'endroit où il se trouvait réellement. Conduit au siège de la police, il a avoué, lors de son interrogatoire a pose des explosifs, comme s'il était convaincu que sa participation à de tels actes était connue, déclarant qu'il avait effectivement participé à la préparation et à la commission des actes qui lui étaient reprochés, en donnant des détails et en avouant avoir loué un studio dans la rue Jaime I, numéro 8, troisième étage, où il disposait d'une machine à écrire et d'une paire de multicopieurs pour la production de propagande subversive. Il a également indiqué le contact qu'il devait avoir vers 20 heures ce soir-là avec un autre individu qui l'avait aidé dans ce travail, c'est-à-dire dans la propagande et la mise en place des dispositifs, en indiquant également le lieu où ils devaient se rencontrer, à savoir le café Moka, sur les ramblas.

Grâce à ces informations, ils ont réussi à capturer un autre élément, Antonio Mur Peirón, qui a confirmé les propos de son complice et qui a participé à la pose de l'explosif dans la

résidence de l'Opus Dei et dans un local de la Phalange sur la place de Lesseps. Toutefois, ce dernier n'a pas pu placer l'explosif dans une fenêtre comme on le lui avait demandé et l'a laissé tomber dans un jardin voisin.

Interrogés séparément, ils ont convenu que c'étaient eux, avec Jorge Conill, qui avaient placé les explosifs aux endroits indiqués ci-dessus et que ceux de l'Instituto Nacional de Previsión, ainsi qu'un autre qui avait échoué après avoir été placé dans le Banco Popular Español sur le Paseo de Gracia, avaient été placés par un autre commando, ou groupe, composé de trois Français, dirigé par le plus âgé du trio, connu sous le nom de Jacques, qui était celui qui avait apporté de France le matériel explosif, composé de tablettes en plastique.

...La surveillance du domicile de Jorge Conill a permis d'intercepter un télégramme adressé à son père avec le texte suivant : « Arrivée retardée, envoi lettre. Jorge ». Ce télégramme avait été intercepté à Saragosse le 31 août à 13h25.

Pour cette raison, des fonctionnaires se sont rendus dans la capitale aragonaise et ont pu vérifier que le télégramme avait été envoyé par un individu appartenant également aux Jeunesses libertaires de cette capitale, José Ronco Pecina, en possession duquel ils ont trouvé le reçu et le texte du télégramme susmentionné qui, avec une lettre adressée au père de Jorge Conill et signée par lui, avait été envoyé de France pour être envoyé à Barcelone afin de prouver que Jorge Conill se trouvait à Saragosse.

Pour avoir été impliqué dans ces faits, un autre militant des Jeunesses libertaires, José Andrés Manovel Latas, dont le domicile servait de bureau de poste pour la correspondance entre les Jeunesses à l'étranger et celles en Espagne, a également été arrêté.

Lors de la perquisition de l'appartement de la rue Jaime I, outre une machine à écrire et une photocopieuse, la fiche d'immatriculation de la moto de *Luigi Gerli* a été trouvée, qui contenait l'adresse de *Ricardo Metola Amat*, de *Miranda de Ebro*. La police a également obtenu, sans que l'on sache exactement si c'était lors de cette perquisition, la photo de *Vittorio de Tasis*.

La date à laquelle cette recherche a été effectuée, après l'arrestation de *Marcelino Jiménez Cubas*, exclut que l'obtention par la police des coordonnées de *Ricardo Metola* ait pu conduire à son arrestation à Madrid. Rappelons que cet été-là, et à peu près à la même époque, l'ensemble du groupe de Madrid a également été arrêté. Bien que le récit de cette chute dépasse le cadre de cet article, il est évident qu'elle s'inscrit dans le même contexte et mérite donc d'être mentionnée, même si c'est très brièvement.

Il convient de rappeler que les trois premiers engins promus par la DI à l'intérieur du pays ont explosé précisément à Madrid au début du mois de juin. Les contacts avec la DI, et en particulier avec *Guerrero*, issu de ce même groupe, allaient de pair. Ainsi, *Julio Moreno Viedma*, le chef du groupe de Madrid, s'est rendu à Toulouse en juillet, peu après le vol du portefeuille susmentionné, pour fournir à *Guerrero* le dictionnaire dont il avait besoin pour crypter les communications. *Moreno Viedma* devait également rencontrer *Conill*, *Bayo*, *Alberola* et *Guerrero* à la fin du mois d'août à Toulouse, mais n'a pas pu le faire car il était en détention depuis le 25 août.

Il est possible que l'effet sur les autorités policières et politiques de l'audacieux attentat du 12 août dans le Valle de los Caídos lui-même, suivi une semaine plus tard, le 19 août, de la puissante explosion d'Ayete, ait servi d'aiguillon pour intensifier au maximum le travail d'enquête et de répression de la police à Madrid.

Éléments de conclusion

Il est bien connu que toute lutte met en danger ceux qui s'y engagent, d'autant plus que l'affrontement est plus direct, de sorte que tenter de se rebeller en ne *prenant pas des risques* reviendrait tout simplement à renoncer à toute opposition au pouvoir et à accepter la soumission la plus complète. Cette conviction ne signifie pas pour autant qu'il ne faille pas *évaluer les risques* et tenter de les minimiser, ou du moins de ne pas contribuer à les accroître, surtout quand on sait que la torture, de longues années de prison, voire la mort, peuvent être le prix de l'affrontement. C'est pourquoi il est utile de porter un *regard critique* sur les épisodes de lutte, ce qui ne veut pas dire un *regard disqualifiant*.

J'avoue que l'élan avec lequel un secteur de l'anarchisme espagnol a pris la bannière de la lutte frontale contre le régime non seulement m'a motivé et enthousiasmé, mais je le trouve encore admirable. Cependant, je considère également qu'il est indispensable de tempérer cet enthousiasme au vu de la manière dont se sont déroulés les premiers pas de la DI, et je soupçonne qu'ils portaient déjà en eux les germes des trébuchements qui ont suivi.

Quand on sait que dès *juin 1962*, c'est-à-dire dès le début des actions, la police avait déjà identifié plusieurs des principaux instigateurs de la reprise de la confrontation directe avec le régime franquiste, il paraît invraisemblable que l'on n'ait pas pris davantage de précautions pour ne pas faciliter le travail de la police par la fréquentation constante de lieux aussi exposés que, par exemple, le domicile de Luis Sos à Toulouse, ou le siège de la CNT dans cette même ville, pour ne citer que quelques lieux de rencontre. La ligne adoptée exigeait, d'une part, de fortes conditions de clandestinité, mais, d'autre part, il n'y avait pas de capacité à les mettre en œuvre.

En résumé, la Défense intérieure qui fut créé en 1962 marque le début d'un voyage bref, mais volontaire, dont il faut se réjouir face à l'immobilisme ambiant, mais qui s'avère aussi excessivement aventureux.

Le souci de retranscrire aussi littéralement et fidèlement que possible les archives policières alourdit l'écriture et entraîne des difficultés de lecture qui seraient impardonnables s'il s'agissait d'un texte à propos des événements de 1962. Mais il ne s'agit dans ce cas que d'une exhumation d'archives.

Tomás Ibáñez

Traduction : Daniel Pinós